

Burundi : le parti au pouvoir prêt au "compromis" pour "apaiser" les tensions

@rib News, 30/01/2015 – Source AFP – Le parti au pouvoir au Burundi s'est dit jeudi à Bujumbura "prêt au compromis" afin de permettre des élections "apaisées", en raison de tensions politiques croissantes à l'approche des scrutins législatifs, en mai, et présidentiel en juin. "Le Cndd-FDD est prêt à tout compromis allant dans le sens de calmer le jeu et d'amener tout le monde vers des élections libres, transparentes et apaisées", a déclaré Onésime Nduwimana (photo), porte-parole du parti du président Pierre Nkurunziza, lors d'une réunion d'évaluation du processus - contesté par l'opposition - d'inscription sur les listes électorales.

Le parti au pouvoir est venu "pour essayer de trouver, avec ses partenaires et ses concurrents, des solutions à tous les problèmes qui se posent", a-t-il insisté. C'est la première fois que le Cndd-FDD, qui multiplie habituellement les attaques contre l'opposition, fait montre d'une telle volonté de dialogue. Les 18 partis d'opposition du Burundi ont unanimement exigé dimanche la démission de la Commission électorale, qu'ils accusent de "fraude massive" dans le processus d'enregistrement des électeurs, marqué selon la société civile et les médias par de nombreuses irrégularités. La communauté internationale s'inquiète ouvertement depuis plusieurs mois de la montée des tensions et des violences, à l'approche des élections, dans un contexte de musellement de l'opposition, des ONG et de la presse, et de restrictions des libertés publiques. "Si le parti au pouvoir veut vraiment que les choses changent, qu'il crée un environnement favorable (...) en corrigeant les fraudes massives observées dans l'enregistrement des électeurs et en organisant des élections libres et transparentes", a réagi le principal opposant burundais Agathon Rwasa, chef historique de l'ex-rébellion des FNL. Il a également appelé le Cndd-FDD à "mettre en place les conditions pour un combat électoral loyal", alors que le pouvoir est accusé d'avoir noyauté des partis d'opposition et d'avoir placé des fidèles à leur tête. Les tensions au Burundi s'articulent notamment autour de la volonté au président Nkurunziza de briguer un troisième mandat, que ses opposants estiment inconstitutionnel, ce que contestent les partisans du chef de l'Etat. L'histoire de Burundi, petit pays des Grands Lacs est jalonnée de massacres ethniques et le pays a connu une sanglante guerre civile entre 1993 et 2006. Les précédentes élections de 2010, boycottées par l'opposition, avaient débouché sur des violences.